



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 26/03/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort
ud-17-79.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Partie nominative

SUEZ RV CENTRE OUEST

31 rue Thomas Edison
33610 Canéjan

Affaire suivie par : Jean-Philippe GIONTA
Téléphone : 05 49 79 05 11
Courriel : jean-phillipe.gionta@developpement-durable.gouv.fr
Références : 0007207394/JPG/2026/160
Code AIOT : 0007207394

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 25/11/2025 de l'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST implanté LE BOIS DU PANIER 79350 AMAILLOUX. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Alexis ASSEFF, Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, Sub Dechets, inspecteur de l'environnement
- Jean-Philippe GIONTA, Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-

Sèvres, Sub Déchets, inspecteur de l'environnement




Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

Stéphane DUPUY, Responsable Développement Territoire Atlantique, Occitanie - Nouvelle Aquitaine – Pays de Loire - Centre Val de Loire – Bretagne - Normandie

Emmanuel POINEAU, Responsable de sites, SUEZ

Cédric CHARGE, Responsable maintenance

Le courriel d'échange avec l'administration est emmanuel.poineau@suez.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement 	L'inspectrice de l'environnement 	Le coordinateur régional de la cellule déchets 
Jean-Philippe GIONTA	Charlotte ROULAUD	Cédric MEDER

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 25/11/2025 de l'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST implanté LE BOIS DU PANIER 79350 AMAILLOUX, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant que l'exploitant respecte les dispositions de la mise en demeure du 26 avril 2019 dont il a fait l'objet, conformément au 4° du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, il est proposé une liquidation totale d'astreinte journalière d'un montant de 3900€ pour la disposition contrôlée et rappelée ci-après :

- **Hauteur des lixiviats** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2019 article : 1

Cette liquidation totale de 3900 € correspond au montant de l'astreinte journalière visé à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2024 soit 100 euros durant 39 jours (entre le 12 septembre 2025, lendemain de la dernière date de liquidation partielle, et la date du 21 octobre 2025 incluse, date à laquelle les documents de procédures attendus ont été transmis par l'exploitant).



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 26/03/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV CENTRE OUEST

31 rue Thomas Edison
33610 Canéjan

Références : 0007207394/JPG/2026/160
Code AIOT : 0007207394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST implanté LE BOIS DU PANIER 79350 AMAILLOUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'arrêté de mise en demeure du 26 avril 2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV CENTRE OUEST
- LE BOIS DU PANIER 79350 AMAILLOUX
- Code AIOT : 0007207394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) d'Amailloux est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4357 du 26 avril 2005. Elle est en exploitation depuis 2008. Autorisé pour 100 000 tonnes par an, le rythme d'enfouissement est de l'ordre de 80 000 tonnes par an. La société SUEZ RV SUD OUEST exploite au jour de la visite, le casier n°19.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Hauteur des lixiviats	AP de Mise en Demeure du 26/04/2019, article 1	Arrêté de liquidation totale d'astreinte	/
2	Couverture des casiers exploités	AP de Mise en Demeure du 20/07/2020, article 1	Demande de justificatifs	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, des odeurs ont été constatées correspondant à des conditions normales d'exploitation d'une ISDND. Les derniers documents manquants ont été remis par transmission électronique du 21 octobre 2025, notamment les différentes procédures relatives à la maintenance des ouvrages de gestion des lixiviats et du biogaz.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur des lixiviats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Collecte et traitement des lixiviats
Prescription contrôlée : Suites de la visite du 11 septembre 2025, l'inspection avait notamment demandé la transmission des éléments suivants : [...] L'exploitant transmet le programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats établi conformément à l'article 22-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Dans le cas où ce programme n'existerait pas, l'exploitant s'engage à le créer, puis à le transmettre à l'inspection. Ce programme inclue au minimum les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• Collecte :<ul style="list-style-type: none">◦ Pompes (et sondes associées), le cas échéant,◦ Canalisations,◦ ...• Stockage :

- Bassins de stockage avant traitement,
- Bassins de stockage avant réinjection dans les casiers,
- ...
- Traitement :
 - Station d'épuration par osmose inverse.
 - ...

Dans l'attente de la transmission des documents, l'arrêté de mise en demeure n'avait pas été levé. Par ailleurs, l'arrêté portant astreinte continuait de courir.

Constats :

Par transmission électronique en date du 21 octobre 2025, l'exploitant a transmis la procédure attendue (BL Infrastructure). De plus le jour de l'inspection, l'exploitant dispose bien des documents attendus.

Les éléments apportés permettent de répondre aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 26 avril 2019 et de proposer à Monsieur le préfet de la lever. Par ailleurs, il est également proposé de procéder à la liquidation totale de l'astreinte administrative. Le montant de cette liquidation est de 3 900 € (trois mille neuf cents euros) soit 100 euros par jour pendant 39 jours (du 12 septembre 2025, lendemain de la dernière date de liquidation partielle, au 21 octobre 2025 incluse).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Arrêté de liquidation totale d'astreinte

N° 2 : Couverture des casiers exploités

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 20/07/2020, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Couverture des casiers exploités

Prescription contrôlée :

Suites de la visite du 11 septembre 2025, l'inspection avait notamment demandé la transmission des éléments suivants :

L'exploitant transmet à l'inspection le dossier de conformité/mémoire descriptif de la couverture finale des casiers fonctionnant en mode bioréacteur non joint au courriel en date du 1er octobre 2025, à savoir pour les casiers 9 à 15, puis lorsqu'ils seront réalisés, pour les casiers n°18 et n°19.

Pour l'ensemble des dossiers de conformité restants ainsi que celui du casier n°16, l'exploitant établit des mémoires descriptifs détaillant : les bases réglementaires à respecter, le programme de réalisation des travaux, la description des travaux ainsi que les contrôles et les résultats des contrôles.

De manière générale, le dossier remis à l'inspection doit être autoportant et conforme à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'exploitant précise la hauteur de la couche d'argile initialement mise en place pour la couverture des casiers 1 à 8.

L'exploitant transmet à l'inspection les éléments techniques permettant de justifier que le système d'injection de lixiviats dans le massif de déchets, et notamment la densité des injecteurs,

assure une répartition optimale et homogène des liquides réinjectés. Il démontre par ailleurs que les différentes parties du dispositif constituées de drains placés dans les tranchées horizontales ainsi que celles contenant le réseau de collecte du biogaz, sont suffisamment flexibles pour éviter la rupture au niveau des drains ou des valves sous l'effet des tassements différentiels.

Il apporte enfin les éléments justifiant que :

- les tranchées sont disposées à une distance d'au minimum 15 mètres par rapport aux bordures de la digue périphérique et d'au minimum 1,5 mètres par rapport à la couverture,
- la distance horizontale entre drains est au maximum de 14 mètres,
- la distance verticale entre deux niveaux horizontaux est au maximum de 10 mètres.

Constats :

Par courriel du 17/10/2025, l'exploitant a transmis les dossiers de conformité/mémoire descriptifs de la couverture finale des casiers 1 à 8, 16 et 17. Il précise également que :

- le mémoire technique de réaménagement du casier 18 est en cours de finalisation et devrait être disponible d'ici fin 2025 ;
- le mémoire technique de réaménagement du casier 19 ne pourra être disponible qu'en fin de réaménagement du casier.

Concernant les casiers 9 à 15, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir les mémoires techniques complets et il poursuit ses recherches informatiques et papiers.

Les dossiers transmis précisent notamment pour les Casiers n°1, n°3, n°7 et n°8 :

Pour ces casiers, des premiers travaux de couverture avaient été menés avant 2016, au fur et à mesure de leurs fins d'exploitation respectives.

Ils avaient constitué en :

- La mise en œuvre d'une couche d'argiles sur les déchets
- La mise en place d'une géomembrane PEHD
- La création d'un réseau de dégazage (puits dans le massif de déchets puis réseau de collecte en surface)
- La mise en œuvre d'un réseau pour la ré-injection des lixiviats dans le massif de déchets selon le principe du bio-réacteur

Les travaux de couverture finale réalisés en 2021 sur ces casiers ont donc constitué en :

- Le retrait de tous les piquets du réseau de dégazage qui poinçonnaient la géomembrane
- Les réparations de tous les trous et déchirures présents sur la géomembrane
- La mise en place d'un géocomposite de drainage
- La mise en place d'un géocomposite de renforcement (ou Accroche-Terre) sur les talus à forte pente
- La mise en œuvre de terres végétalisables sur une épaisseur de 30 cm.
- La reconfiguration du réseau de dégazage sur la nouvelle couverture

Pour les casiers n°2, n°4, n°5 et n°6 :

Pour ces casiers, des premiers travaux de couverture avaient été menés avant 2016, au fur et à mesure de leurs fins d'exploitation respectives.

Ils avaient constitué en :

- La mise en œuvre d'une couche d'argiles sur les déchets
- La création d'un réseau de dégazage (puits dans le massif de déchets puis réseau de collecte en surface)
- La mise en œuvre d'un réseau pour la ré-injection des lixiviats dans le massif de déchets selon le principe du bio-réacteur

Les travaux de couverture finale réalisés en 2021 sur ces casiers ont donc constitué en :

- Le retrait de tous les piquets du réseau de dégazage
- La mise en place d'une géomembrane PEHD
- La mise en place d'un géocomposite de drainage
- La mise en œuvre de terres végétalisables sur une épaisseur de 30 cm.
- La reconfiguration du réseau de dégazage sur la nouvelle couverture

Les éléments transmis concernant les casiers 1 à 8 n'appellent pas de remarques particulières.

Pour le casier n°16 :

Pour ce casier n°16 qui a été exploité jusqu'au 31 janvier 2021, les travaux de couverture finale réalisés en 2021 ont constitué, de bas en haut, en :

- La mise en œuvre d'une couche d'étanchéité, composée de 0,5m d'argiles et d'une géomembrane en PEHD d'épaisseur 1,5mm ;
- La mise en œuvre d'une couche de drainage composée d'un géocomposite de drainage ;
- La mise en œuvre d'une couche de revêtement de 0,80m de matériaux dont les 0,30m supérieurs sont végétalisables.
- La mise en œuvre du réseau de dégazage sur la nouvelle couverture

Pour le casier n°17 :

La couverture mise en œuvre au droit du casier C17 est constituée comme suit, de bas en haut :

- couche de matériaux terrigènes fins sur une épaisseur de 50 cm,
- géomembrane PEHD ép. 1,5 mm texturé ou lisse (selon les zones),
- géocomposite de drainage
- couche de matériaux de revêtement de 50 cm de matériaux fins limoneux,
- couche finale de terre végétale de 30 cm

Les éléments transmis concernant les casiers 16 et 17 appellent les remarques suivantes de la part de l'inspection :

Pour le casier n°16 :

L'arrêté préfectoral du 6 février 2014 a été abrogé par l'arrêté préfectoral n°A6635 du 18 février 2026. Néanmoins, la couverture du casier n°16 a été réalisée lorsque l'arrêté préfectoral du 6 février 2014 était encore applicable. Ainsi, l'article 4.2.9 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2014 impose une couche d'étanchéité en matériaux argileux d'une épaisseur minimale d'un mètre. Or l'exploitant ne fournit aucun élément justifiant la réduction de cette épaisseur à 50 cm, ni démontrant que cette épaisseur est suffisante pour assurer durablement la protection de la géomembrane.

Pour le casier n° 17 :

Les « matériaux terrigènes fins » constituant la couche inférieure ne sont pas caractérisés. Leur nature (argileuse ou non) n'est pas précisée alors que l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 impose que cette couche présente un caractère étanche.

Pour les casiers n°16 et 17 :

L'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 impose une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. Une réduction à 80 cm (couche de drainage des eaux de ruissellement incluse) n'est possible qu'après délivrance d'une dérogation préfectorale. Or aucune transmission ne permet d'établir qu'une telle dérogation aurait été sollicitée ou accordée.

Par ailleurs, dans son « mémoire descriptif des travaux » du 18 juin 2024, l'exploitant indique en page 5 que « la couverture envisagée pour les casiers à venir (casier n°14 et suivants), [serait conforme aux] prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. » Il précise également que la couche de revêtement serait constituée de 30 cm de matériaux végétalisables sur les talus dont la pente est supérieure à 14 %. Or l'article 35 du même arrêté impose une épaisseur minimale de 50 cm sur ces talus.

Les documents justificatifs sont toujours attendus pour les casiers 9 à 15. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas transmis les justificatifs concernant le système d'injection de lixiviats dans le massif de déchets et les éléments dimensionnels relatifs au drainage des casiers fonctionnant en bioréacteurs.

Les éléments actuels ne permettent pas de lever complètement l'arrêté de mise en demeure du 20/07/2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments relatifs aux casiers 9 à 15.

Par ailleurs, l'exploitant transmet à l'inspection les éléments techniques permettant de justifier, conformément à l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral n°A6635 du 18 février 2026, que le système d'injection de lixiviats dans le massif de déchets, et notamment la densité des injecteurs, assure une répartition optimale et homogène des liquides réinjectés. Il démontre notamment que les différentes parties du dispositif constituées de drains placés dans les tranchées horizontales ainsi que celles contenant le réseau de collecte du biogaz, sont suffisamment flexibles pour éviter la rupture au niveau des drains ou des valves sous l'effet des tassements différentiels. Les éléments dimensionnels évoqués pour le dispositif de drainage sont également attendus.

L'exploitant transmet une démonstration de la conformité des couvertures finales à partir du casier n°9 au regard des dispositions de l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Pour les casiers n°16 et 17, l'exploitant transmet :

- la justification démontrant l'équivalence entre les 50 cm d'argile mise en œuvre et l'épaisseur d'un mètre prévue dans l'arrêté préfectoral du 6 février 2014 ;
- les éléments attestant de la délivrance d'une dérogation préfectorale autorisant la mise en œuvre d'une épaisseur de revêtement de 80 cm, à défaut, une demande d'adaptation accompagnée d'une démonstration d'équivalence ;
- les caractéristiques géotechniques et hydrauliques des matériaux terrigènes fins utilisés en fond de couverture, attestant de leur capacité d'étanchéité.

Enfin, l'exploitant complète la couche de revêtement sur les talus dont la pente est supérieure à 14 % pour atteindre l'épaisseur minimale de 50 cm prévue à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Type de suites proposées : Avec Suites
Proposition de suites : Demande de justificatifs
Proposition de délais : 1 mois